

APA

RÉSULTATS de l'enquête trimestrielle n° 4 • 2010

Enquête sur l'allocation personnalisée d'autonomie
réalisée par la DREES auprès des conseils généraux

Exploitation des données au 1^{er} décembre 2010



Statistiques au 3^e trimestre 2010

Au 30 septembre 2010, 1 185 000 personnes bénéficient de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), soit une augmentation de 0,9 % par rapport à juin 2010. Ces résultats couvrent la France métropolitaine et les DOM. Sur un an, le nombre de bénéficiaires de l'APA a augmenté de 3,2 %.



À la fin du troisième trimestre 2010, 1 185 000 personnes âgées dépendantes ont bénéficié de l'APA, soit une hausse de 0,9 % par rapport à juin 2010. Globalement, l'augmentation annuelle se stabilise : en glissement annuel, elle est de +3,2 % en septembre 2010 (+3,3 % en juin 2010)¹.

Parmi elles, 727 000 personnes âgées ont perçu l'APA à domicile et 458 000 personnes ont bénéficié de l'APA en établissement, dont 293 000 *via* la dotation budgétaire globale de l'établissement qui les accueillait. Les bénéficiaires de l'APA vivant à domicile représentent donc 61 % de l'ensemble des bénéficiaires.

Sur trois mois, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 1,1 % à domicile et de 0,7 % en établissement.

Au cours du troisième trimestre 2010, 5 % des bénéficiaires de l'APA vivant à domicile sont sortis du dispositif (cessation de perception de l'allocation ou changement de dispositif), proportion stable depuis plusieurs trimestres. Ce taux s'élève à 7 % dans les établissements hors dotation globale. 71 % de l'ensemble des sorties du dispositif correspondent à un décès (58 % à domicile, 92 % en établissement). Les autres motifs de sortie correspondent à des passages de domicile à établissement, des passages d'établissement à domicile, des renoncements à l'APA, une amélioration de l'état de santé des bénéficiaires ou encore à des changements de département avec changement de domicile de secours².

Parmi l'ensemble des décisions favorables rendues par les conseils généraux au cours du troisième trimestre 2010, la part des premières demandes est de 40 % à domicile et de 46 % en établissement. 75 % de ces premières demandes à domicile et 91 % de celles en établissement ont fait l'objet d'une décision favorable. Ces proportions sont stables depuis plusieurs trimestres.

La proportion des bénéficiaires de l'APA relevant du GIR 4 reste stable en septembre 2010 (45 %) par rapport au trimestre précédent : ces personnes modérément dépendantes sont structurellement plus nombreuses à domicile (58 %) qu'en établissement (24 %) [tableau 1].

À domicile, le nombre de bénéficiaires a augmenté de 3,6 % en un an, mais l'évolution diffère selon les GIR : +4,5 % en GIR 4, +3,5 % en GIR 3, +1,5 % en GIR 2 et +2,8 % en GIR 1.

Fin septembre 2010, le montant moyen du plan d'aide pour les personnes qui résident à domicile est de 491 euros par mois (tableau 2). Ce montant moyen varie avec le degré de perte d'autonomie, d'environ 995 euros pour les bénéficiaires évalués en GIR 1 à 347 euros pour les GIR 4.

À domicile, 23 % des bénéficiaires de l'APA sont exonérés du ticket modérateur. Pour ceux qui acquittent un ticket modérateur, la participation s'élève à 120 euros en moyenne, soit le quart du plan d'aide moyen estimé sur l'ensemble des bénéficiaires (491 euros). Cette proportion varie peu selon le degré de dépendance.

À domicile, les montants moyens des plans d'aide sont inférieurs de 31 % aux plafonds nationaux fixés pour l'APA, tous niveaux de GIR confondus (cet écart était de 30 % au deuxième trimestre 2010).

1. La DREES a révisé la série des données APA issue de l'enquête trimestrielle au cours de l'été 2010. Les informations citées dans cette note correspondent aux données révisées.

2. Le domicile de secours s'acquiert par une résidence habituelle de trois mois dans un département (hors séjours en établissement).

Tableau 1 • Bénéficiaires de l'APA selon le degré de dépendance de la personne au 30 septembre 2010 *

	Domicile		Établissement		Ensemble	
	Nombre en milliers	En %	Nombre en milliers	En %	Nombre en milliers	En %
GIR 1	19	2,6	68	14,8	87	7,3
GIR 2	130	17,9	211	46,1	341	28,8
GIR 3	157	21,6	71	15,5	228	19,3
GIR 4	421	57,9	108	23,6	529	44,6
Ensemble	727	100	458	100	1 185	100

* La structure par GIR des bénéficiaires observée dans les établissements ne pratiquant pas la dotation globale a été appliquée à l'ensemble des bénéficiaires en établissements.

Champ • Métropole et DOM, extrapolation à partir de 83 départements répondants.

Source • DREES, enquête trimestrielle auprès des conseils généraux. Données révisées.

Tableau 2 • Montant mensuel de l'APA selon le degré de dépendance de la personne en septembre 2010

A - Montant mensuel à domicile (en euros)

	Montant moyen	Montant moyen en % du barème national	Montant à la charge des conseils généraux	Participation financière à la charge de la personne âgée	Part des bénéficiaires acquittant un ticket modérateur (en %)	Participation financière des bénéficiaires acquittant effectivement un ticket modérateur
GIR 1	997	81%	820	177	73	243
GIR 2	783	74%	627	156	76	204
GIR 3	577	73%	468	110	76	144
GIR 4	347	66%	283	64	78	82
Ensemble	491	69%	400	91	77	121

B - Montant mensuel en EHPA* (en euros)

	Ensemble	Part Conseil général	Part bénéficiaire**
GIR 1 et 2	586	413	173
GIR 3 et 4	362	204	158
Ensemble	498	331	167

* La partie établissement ne concerne que les établissements hébergeant des personnes âgées qui ne sont pas sous dotation globale.

** Y compris tarif dépendance de l'établissement applicable aux GIR 5 et 6.

Champ • Extrapolation France entière à partir des départements répondants.

Source • DREES, enquête trimestrielle auprès des conseils généraux.

ENCADRÉ 1

L'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

L'APA s'adresse aux personnes âgées de 60 ans et plus résidant à domicile ou en établissement et confrontées à des situations de perte d'autonomie. L'APA est une allocation personnalisée répondant aux besoins particuliers de chaque bénéficiaire. Gérée par les départements, elle n'est pas soumise à conditions de ressources, mais son calcul tient compte des revenus des bénéficiaires. Elle permet la prise en charge d'aides et de services diversifiés. Les quatre premiers groupes iso-ressources (GIR 1 à 4) de la grille nationale AGGIR ouvrent droit à l'APA. La grille AGGIR (Autonomie gérontologie groupes iso-ressources) classe les personnes âgées en six niveaux de perte d'autonomie :

- **GIR 1** : les personnes confinées au lit ou au fauteuil ayant perdu leur autonomie mentale, corporelle, locomotrice et sociale, qui nécessitent une présence indispensable et continue d'intervenants.
- **GIR 2** : les personnes confinées au lit ou au fauteuil dont les fonctions mentales ne sont pas totalement altérées et qui nécessitent une prise en charge pour la plupart des activités de la vie courante, ou celles dont les fonctions mentales sont altérées mais qui ont conservé leurs capacités motrices.
- **GIR 3** : les personnes ayant conservé leur autonomie mentale, partiellement leur autonomie locomotrice, mais qui nécessitent quotidiennement et plusieurs fois par jour des aides pour leur autonomie corporelle.
- **GIR 4** : les personnes qui n'assument pas seules leur transfert mais qui, une fois levées, peuvent se déplacer à l'intérieur du logement. Elles doivent être aidées pour la toilette et l'habillement.
- **GIR 5** : les personnes âgées ayant seulement besoin d'une aide ponctuelle pour la toilette et l'habillement.
- **GIR 6** : les personnes âgées n'ayant pas perdu leur autonomie pour les actes essentiels de la vie courante.

Depuis le 1^{er} avril 2010, le montant mensuel maximum du plan d'aide APA est le suivant :

GIR 1 : 1 235,65 euros

GIR 2 : 1 059,13 euros

GIR 3 : 794,35 euros

GIR 4 : 529,56 euros

ENCADRÉ 2

Méthodologie

Depuis le 1^{er} janvier 2002, la DREES recueille, chaque trimestre, auprès des conseils généraux, un questionnaire établi avec le concours de l'Assemblée des départements de France (ADF), qui fournit les éléments indispensables pour procéder au suivi du dispositif de l'allocation personnalisée d'autonomie et évaluer les moyens mis en œuvre (montants versés aux bénéficiaires et personnels affectés). À partir de ces données, la DREES réalise une estimation du nombre de bénéficiaires pour la France entière, en s'appuyant notamment sur les évolutions à champ constant pour les départements ayant répondu aux deux dates.

Au 3^e trimestre 2010, 91 départements ont répondu à l'enquête. La DREES réalise également un point annuel au 31 décembre de chaque année (enquête annuelle sur les bénéficiaires de l'aide sociale départementale).